



RCS : RENNES

Code greffe : 3501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 01620

Numéro SIREN : 524 944 956

Nom ou dénomination : SARL PERFECTOSPORTS

Ce dépôt a été enregistré le 21/01/2015 sous le numéro de dépôt 805

21 JAN. 2015



Le

Dépôt N°

805 .

2010 D 1620

SARL PERFECTOSPORTS

Société A Responsabilité Limitée au capital de 7 000 Euros

Siège social :

4D rue du Lieutenant Colonel Dubois

35000 RENNES

524 944 956 R.C.S. RENNES

PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 9 NOVEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze,
Le neuf novembre,
A seize heures,

Les associés se sont réunis au siège social, 4D rue du Lieutenant Colonel Dubois – 35000 RENNES, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents.

Sont présents :

- Monsieur Thierry MARQUER, titulaire de trois cent cinquante parts, ci	350 parts,
- Monsieur Bertrand ROUE, titulaire de trois cent cinquante parts, ci	350 parts,

700 parts

Total des parts des associés présents : 700 parts sur les 700 parts composant le capital social.

Monsieur Thierry MARQUER, préside la séance en qualité de gérant associé.

Le Président constate que tous les associés sont présents; en conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- la feuille de présence ;
- le rapport de la gérance ;
- le texte du projet des résolutions ;

Le Président déclare que tous les documents ont été adressés aux associés en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

Page 1 sur 3

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Puis le Président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- *Modification de la numérotation et de la valeur des parts sociales,*
- *Modification corrélative des statuts,*
- *Pouvoirs en vue des formalités.*

Puis le Président donne lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIÈRE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de modifier le nombre de parts pour le porter de 700 à 1 000, et en conséquence, pour ne pas modifier le montant du capital social, de modifier la valeur de chaque part pour la porter de dix (10) Euros à sept (7) Euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DEUXIÈME RESOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier comme suit les statuts :

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

« Le capital social s'élève à la somme de SEPT MILLE (7 000) Euros
Il est divisé en mille (1 000) parts de sept (7) Euros chacune, souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- à Monsieur Thierry MARQUER, cinq cents parts, ci	500 parts,
Numérotées de 1 à 500	
- à la Monsieur Bertrand ROUE, cinq cents parts, ci	500 parts.
Numérotées de 501 à 1 000	

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 000 parts».

Le reste de l'article reste inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité



TROISIÈME RESOLUTION

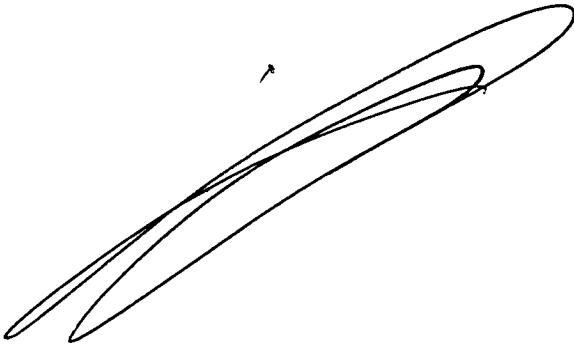
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

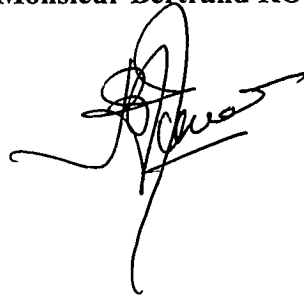
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant et les associés.

Monsieur Thierry MARQUER

A stylized, cursive signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long, sweeping tail.

Monsieur Bertrand ROUE

A stylized, cursive signature in black ink, featuring a prominent loop at the top and a long, sweeping tail.



Le
Dépôt N°

SARL PERFECTOSPORTS

Société A Responsabilité Limitée au capital de 7 000 Euros

Siège social :

4D rue du Lieutenant Colonel Dubois

35000 RENNES

524 944 956 R.C.S. RENNES

PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 10 NOVEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze,

Le dix novembre,

A seize heures,

Les associés se sont réunis au siège social, 4D rue du Lieutenant Colonel Dubois – 35000 RENNES, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents.

Sont présents :

- Monsieur Thierry MARQUER, titulaire de cinq cents parts, ci	500 parts,
- Monsieur Bertrand ROUE, titulaire de cinq cents parts, ci	500 parts,

1000 parts

Total des parts des associés présents : 1 000 parts sur les 1 000 parts composant le capital social.

Monsieur Thierry MARQUER, préside la séance en qualité de gérant associé.

Le Président constate que tous les associés sont présents; en conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- la feuille de présence ;
- le rapport de la gérance ;
- le texte du projet des résolutions ;

Le Président déclare que tous les documents ont été adressés aux associés en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Puis le Président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément d'un tiers en qualité de nouvelle associée,
- Constatation d'une erreur matérielle dans les statuts constitutifs,
- Mise à jour des statuts sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la cession des titres de la société SARL PERFECTOSPORTS, détenus par Monsieur Bertrand ROUE à la société JOBBER,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Puis le Président donne lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIÈRE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'agréer en qualité de nouvelle associée, conformément à la loi et à l'article 15 des statuts : la société **JOBBER**, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 803 401 017 et ayant son siège social 15 Rue Godot de Mauroy – 75009 PARIS.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DEUXIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate une erreur matérielle dans les statuts constitutifs, les parts appartenant à Monsieur Bertrand ROUE sont numérotées de 501 à 1 000 et non de 499 à 500 comme indiqué dans les statuts constitutifs.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

TROISIÈME RESOLUTION

En conséquence des résolutions précédentes et sous la condition suspensive de la réalisation de la cession par Monsieur Bertrand ROUE de l'intégralité de ses titres détenus dans la société SARL PERFECTOPSORTS (500 parts sociales) à la société JOBBER, l'Assemblée Générale décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 8 des statuts :



ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

« Suite à une cession de parts en date du 12.11.2014, les cinq cents parts sociales de Monsieur Bertrand ROUE sont attribuées en totalité à la société JOBBER, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 803 401 017.

Les parts sociales sont désormais attribuées et réparties comme suit :

<i>- à Monsieur Thierry MARQUER, cinq cents parts, ci</i>	<i>500 parts,</i>
<i>Numérotées de 1 à 500</i>	
<i>- à la Société JOBBER, cinq cents parts, ci</i>	<i>500 parts.</i>
<i>Numérotées de 501 à 1 000</i>	

<i>Total égal au nombre de parts composant le capital social :</i>	<i>1 000 parts».</i>
--	----------------------

Le reste de l'article reste inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIÈME RESOLUTION

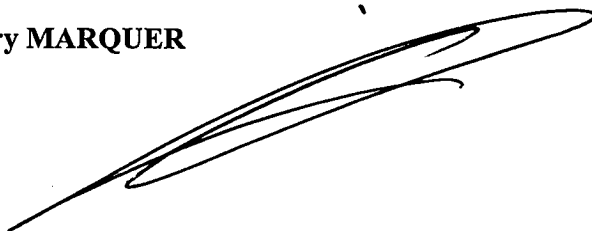
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant et les associés.

Monsieur Thierry MARQUER



Monsieur Bertrand ROUE



CESSION DE PARTS SOCIALES

Ext 11691

Jean-Marc COUSIN
Agent administratif principal
des Finances Publiques

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Bertrand, Jean-Marie, Frédéric ROUE,

Né le 17 janvier 1950 à BAINS SUR OUST (Ille & Vilaine),
De nationalité Française,
Demeurant 8 avenue des Mohicans - 44500 LA BAULE,

Ci-après dénommé "le cédant",
d'une part,

- La Société JOBBER,

Société à Responsabilité Limitée au capital de 5 000 €,
Dont le siège social est sis 15 rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS,
Société immatriculée sous le numéro 803 401 017 RCS PARIS,
Représentée par Madame Evelyne LE GULUDEC en qualité de gérante.

Ci-après dénommée "le cessionnaire",
D'autre part,

Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST
Le 20/11/2014 Bordereau n°2014/1 421 Case n°38
Enregistrement : 480 €
Total liquidé : quatre cent quatre-vingts euros
Montant reçu : quatre cent quatre-vingts euros
L'Agent administratif des finances publiques

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIT:

DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Monsieur Bertrand ROUE, cédant, déclare :

- qu'il est célibataire non pacsé,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- que la société PERFECTOSPORTS n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

ELG 

EXPOSE CONCERNANT LA SOCIETE

Suivant acte sous seings privés en date à RENNES (Ille & Vilaine) du 18 août 2010, il existe une Société à Responsabilité Limitée dénommée **SARL PERFECTOSPORTS**, au capital de 7 000 €, divisé en 1 000 parts de 7 € chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé Rue Lieutenant Colonel Dubois – Numéro 4D - 35000 RENNES, et qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 524 944 956 RCS RENNES pour une durée de 99 ans expirant le 15 septembre 2109.

La société **SARL PERFECTOSPORTS** a pour objet principal :

- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) sous l'enseigne déposée à l'INPI de "L'ORANGE BLEUE",
- La promotion, la formation, des activités de loisirs, de détente et de sports directement ou indirectement par tous moyens, également le commerce et la vente de vêtements textiles et articles accessoires, le négoce de tous produits manufacturés, ainsi que tous matériels industriels et tous produits manufacturés alimentaires ou non alimentaires).

Le capital social est fixé à 7 000 €, divisé en 1 000 parts sociales de 7 € chacune et réparties comme suit :

- **Monsieur Thierry MARQUER**

Propriétaire de 500 parts sociales

Numérotées de 1 à 500 inclus

- **Monsieur Bertrand ROUE**

Propriétaire de 500 parts sociales

Numérotées de 501 à 1 000 inclus

La Société **SARL PERFECTOSPORTS** est actuellement dirigée par **Monsieur Thierry MARQUER**, demeurant 23 rue du Roquet – 35510 CESSON SEVIGNE en sa qualité de gérant.

ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS SOCIALES

Le Cédant déclare qu'il est propriétaire des 500 parts sociales numérotées de 501 à 1 000 inclus pour les avoir souscrites et intégralement libérées lors de la constitution de la Société.

ELG



CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CESSION

Par les présentes, **Monsieur Bertrand ROUE** cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à la société **JOBBER** qui accepte, 500 parts sociales de 7 € numérotées de 501 à 1 000 inclus lui appartenant dans la Société.

La société **JOBBER** devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de **VINGT-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (27 500 €)**, soit **CINQUANTE-CINQ EUROS (55 €)** par part sociale, que la Société **JOBBER**, représentée par Madame Evelyne LE GULUDEC, ès-qualité, a payé à l'instant même à **Monsieur Bertrand ROUE**, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L. 223-14 du Code de Commerce et à l'article 15.1 des statuts, cette cession à un tiers étranger à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du **10 novembre 2014**, la collectivité des associés a autorisé la présente cession et a déclaré agréer la société **JOBBER**, cessionnaire, en qualité de nouvelle associée.

REMISE DE PIECES

Le cédant a remis présentement au cessionnaire qui le reconnaît, la copie des statuts et celle du dernier bilan approuvé de la Société, lesquelles copies ont été certifiées conformes par la gérance de la Société.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société **SARL PERFECTOSPORTS** est soumise à l'Impôt sur les Sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer des apports en numéraire effectués à la Société.

ELG
PR

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code Général des Impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 € et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante : $27\,500\text{ €} - (23\,000\text{ €} \times 500 / 1\,000) = 16\,000\text{ €}$

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS.

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à RENNES

Le 12 novembre 2014

En cinq (5) exemplaires originaux

Le cédant

Monsieur Bertrand ROUE

Lu et approuvé. Bon pour la cession de cinq cents parts sociales. Bon pour quittance

lu et approuvé. Bon pour la cession de cinq cents parts sociales. Bon pour quittance.



Le cessionnaire

La Société JOBBER

Représentée par **Evelyne LE GULUDEC**

Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession

lu et approuvé Bon pour acceptation de la cession.



SARL PERFECTOSPORTS

Société A Responsabilité Limitée au capital de 7 000 Euros

Siège social :

4D rue du Lieutenant Colonel Dubois

35000 RENNES

524 944 956 R.C.S. RENNES

STATUTS MIS A JOUR

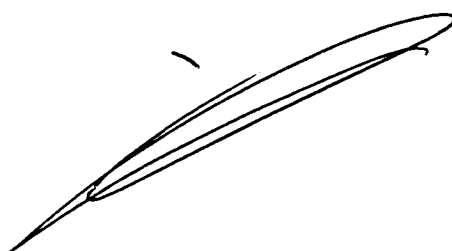
Suite :

- à la cession de l'intégralité des titres de Monsieur Bertrand Roue à la société JOBBER en date du 12.11.2014,
 - à la correction d'une erreur matérielle,
- Assemblée Générale Extraordinaire du 10.11.2014

Certifié conforme

La Gérance

Thierry MARQUER



Enregistré a : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES RENNES
EST

Le 08/09/2010 Bordereau n°2010/2 603 Case n°6

Est 13790

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

Le Contrôleur

L'AN DEUX MILLE DIX

Le

A RENNES

Maître Jean Michel DARNON, Notaire, titulaire d'un Office Notarial à RENNES (Ille et Vilaine), 14, Rue de la Monnaie et d'un Bureau annexe permanent à SIXT-SUR-AFF (Ille et Vilaine), soussigné,,

A reçu le présent acte authentique, à la requête des personnes ci-après identifiées, lesquelles ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE, qu'elles ont convenu de constituer entre elles.

IDENTIFICATION DES ASSOCIES

1°) Monsieur Thierry Jean-Marc Philippe MARQUER, chef d'entreprise, célibataire majeur, demeurant à CESSON - SEVIGNE (35510), 23 rue du Roquet
Né à RENNES (35000), le 6 mars 1968
De nationalité Française.
N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité

Et

Monsieur Bertrand ROUE, directeur commercial, célibataire majeur, demeurant à LA BAULE (44500), 8 avenue des Mohicans
Né à BAINS SUR OUST (35600), le 17 janvier 1950
De nationalité Française.
N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité

PRESENCE ou REPRESENTATION

Toutes les personnes ci-dessus identifiées sont présentes.

TITRE 1 : FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société a la forme d'une Société à Responsabilité Limitée, régie par les articles L. 223-1 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

L'achat, la vente et l'exploitation sous toutes ses formes de tous fonds de commerce de CENTRE DE REMISE EN FORME (Fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) à l'enseigne déposée à l'INPI de l'ORANGE BLEUE,

La promotion, la formation, des activités de loisirs, de détente et de sport directement ou indirectement par tous moyens, également le commerce et la vente de vêtements, textiles et article accessoires, le négoce de tous produits manufacturés, ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés alimentaires ou non alimentaires.

- la création, l'acquisition, la prise en location gérance de tous fonds ayant une activité identique, similaire, connexe ou complémentaire aux activités ci-dessus, et exceptionnellement son aliénation,

- la réalisation de toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement,

- la participation de la société, par tous moyens, et à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation de groupement d'intérêt économique ou de location-gérance.

Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est : SARL PERFECTOSPORTS

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." puis de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, de son numéro d'identification au SIREN et de l'indication du greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à RENNES (35000), 4D rue lieutenant Colonel Dubois

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision collective des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales.

ARTICLE 5 - DUREE - PROROGATION

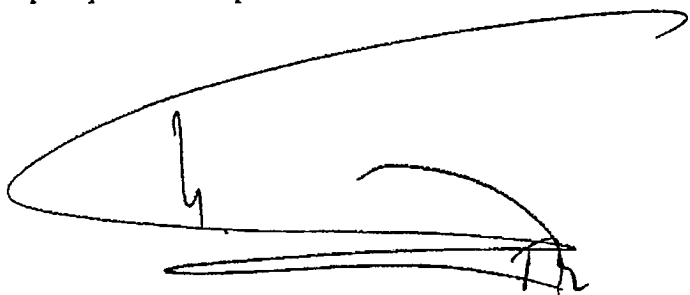
Durée

La durée de la société est fixée à 99ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.), sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Prorogation

Un an au moins avant la date normale d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision prévue ci-dessus.

96L



TITRE 2 : APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

Les apports en numéraire suivants sont effectués, savoir :

- Monsieur Thierry MARQUER apporte la somme de	
TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS, ci	3 500,00€
- Monsieur Bertrand ROUE apporte la somme de	
TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS	3 500,00€
Soit ensemble : TOTAL DES APPORTS	7 000,00€

Cette somme entière déposée, sera retirée par le gérant de la société ou son mandataire sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de commerce, attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 7 - RECAPITULATIF DES APPORTS

1/ Monsieur MARQUER	3 500,00€
2/ Monsieur ROUE	3 500,00€

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à la somme de SEPT MILLE (7 000) Euros. Il est divisé en mille (1 000) parts de sept (7) Euros chacune.

Suite à une cession de parts en date du 12.11.2014, les cinq cents parts sociales de Monsieur Bertrand ROUE sont attribuées en totalité à la société JOBBER, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 803 401 017.

Les parts sociales sont désormais attribuées et réparties comme suit :

- à Monsieur Thierry MARQUER, cinq cents parts, ci	500 parts,
Numérotées de 1 à 500	
- à la Société JOBBER, cinq cents parts, ci	500 parts.
Numérotées de 501 à 1 000	
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	1 000 parts

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

TITRE 3 : PARTS SOCIALES

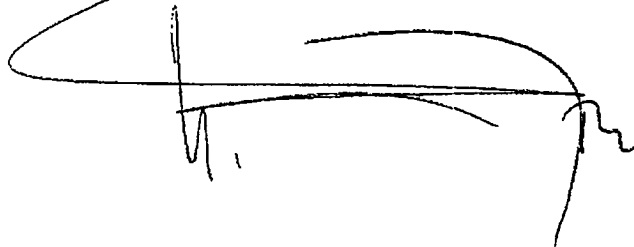
ARTICLE 10 - DROITS DES PARTS

Titre

La propriété des parts sociales résulte seulement des statuts, des actes les modifiant, des cessions et mutations ultérieures qui seraient régulièrement consenties, constatées et publiées.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

Les parts sociales ne sont pas négociables.



BR

Indivisibilité

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sociales sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

Droit aux bénéfices et aux réserves

Chaque part donne droit, dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Droit de vote

Chaque part donne également droit de participer aux décisions des associés prises sous quelque forme que ce soit et d'y voter.

Si une part est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions de nature ordinaire et au nu-propriétaire pour celles de nature extraordinaire.

ARTICLE 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS

Forme - Opposabilité

Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé. Elles deviennent opposables à la société par acte d'huissier de justice. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt. Elles ne sont opposables aux tiers qu'après accomplissement des formalités qui précèdent et dépôt de deux originaux enregistrés ou de deux copies authentiques de l'acte qui les constate au greffe du tribunal, en annexe au RCS.

Mutation entre vifs

Les mutations entre vifs au profit de personnes étrangères à la société sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales.

Les mutations intervenant entre associés comme au profit du conjoint commun en biens, d'un ascendant, d'un descendant peuvent intervenir librement.

Mutation pour cause de décès

Les transmissions de parts survenant suite au règlement d'une succession ou suite à la liquidation de communauté de biens entre époux pour cause de décès, interviennent librement.

Procédure d'agrément

La procédure d'agrément est suivie dans les conditions prescrites par les articles L. 223-1 et suivants du Code de commerce.

Nantissement des parts sociales

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales, selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code civil, à moins que la société ne préfère, après cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers que jusqu'à concurrence du montant de leur apport.

Ils sont toutefois solidairement responsables pendant cinq ans, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

En outre, il est rappelé que, conformément à la loi, lorsque le redressement ou la liquidation judiciaire fait apparaître une insuffisance d'actif, le tribunal peut, en cas de ~~faute de gestion~~ ayant contribué à cette insuffisance, décider que les dettes de la société seront supportées en tout ou en partie, par les dirigeants de droit ou de fait, ou certains d'entre eux, avec ou sans solidarité.

The block contains several handwritten signatures. On the left, there is a signature that appears to be 'J.P.R.'. In the center, there is a large, stylized circular stamp or signature that spans across the middle of the page. On the right, there is another signature that appears to be 'R.N.'.

TITRE 4 : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - GERANCE

Nomination

La gérance est assurée par une ou plusieurs personnes physiques associées ou non, nommées avec ou sans limitation de durée.

Nomination du premier gérant

Est nommé en qualité de premier gérants de la société :

Monsieur Thierry MARQUER, susnommé aux présentes

Intervenant à cet effet, déclare accepter le mandat qui lui est confié, et précise qu'à sa connaissance il ne se trouve dans aucun des cas d'interdiction ou de déchéance faisant obstacle à son exercice.

Il est nommé pour une durée indéterminée.

Il n'est pas désigné de commissaire aux comptes.

Pouvoirs à l'égard des tiers

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance, au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés. La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Pouvoirs internes

Dans les rapports internes, le gérant peut accomplir tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs qui précèdent, sauf le droit pour chacun d'eux de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue.

Délégation de pouvoirs

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, un gérant peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Hypothèques et sûretés réelles

Les hypothèques et autres sûretés réelles sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations, du consentement des associés exprimé dans un acte, ou de délégations établies sous signatures privées alors même que la constitution de l'hypothèque ou de la sûreté doit l'être par acte authentique.

Rémunération

Chacun des gérants a droit en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

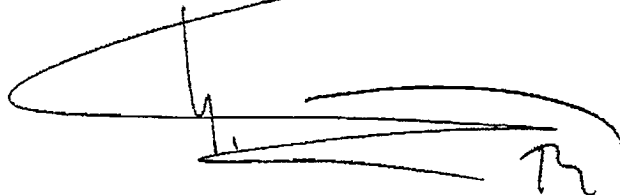
Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Assiduité - Concurrence

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, tout gérant s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société puis en outre pendant 3 années après cessation de ses fonctions, dans le département dont dépend le siège social et les départements limitrophes.

PR



Obligations

Le ou les gérants sont soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L. 232-2 et L. 232-4 du Code de commerce.

La gérance est tenue en outre, de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel, définies notamment par l'article L. 234-3 du code précité.

Elle doit encore effectuer la formalité de dépôt des documents visés à l'article 44-1 du décret sur les sociétés commerciales.

Révocation

Tout gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le gérant révoqué sans juste motif peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au gérants ou associés autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser pour elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants des gérants et associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

Conventions soumises à autorisation préalable

S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée des associés.

Conventions soumises à ratification des associés

Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou à l'associé unique suivant le cas, ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

La collectivité des associés statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour le gérant et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

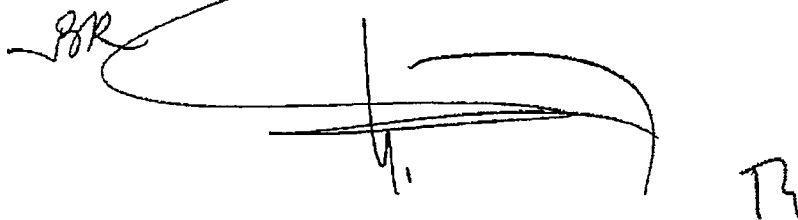
Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Le gérant avise le commissaire aux comptes des conventions conclues ou dont l'exécution s'est poursuivie au-delà de l'exercice de leur conclusion dans les délais prévus à l'article 34 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

Le rapport spécial du gérant ou du commissaire contient les indications prévues à l'article 35 du décret précité.

Conventions libres

Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

The block contains handwritten signatures and initials. On the left, there is a signature that appears to be 'BOR'. In the center, there is a large, stylized signature or set of initials that looks like 'M.' or 'M.'. To the right of this, there is another signature or set of initials that looks like 'TR'.

TITRE 5 : CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes au moins est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Même si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

La durée du mandat des Commissaires aux Comptes est de six exercices.

TITRE 6 : DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS GENERALES

Assemblée - Consultation écrite - Consentement exprimé dans un acte

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, conformément à l'article L. 223-27 du Code de commerce :

- Soit d'une assemblée générale,
- Soit d'une consultation écrite des associés,
- Soit du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice et pour toutes autres décisions, si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les cas prévus par la loi.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous la forme de décision unilatérale.

Droit de convocation

Les assemblées sont convoquées par la gérance. En cas de pluralité de gérants, le droit de convocation appartient à chacun d'eux sans que les autres gérants puissent faire opposition.

A défaut, les assemblées sont convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

Toutefois un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

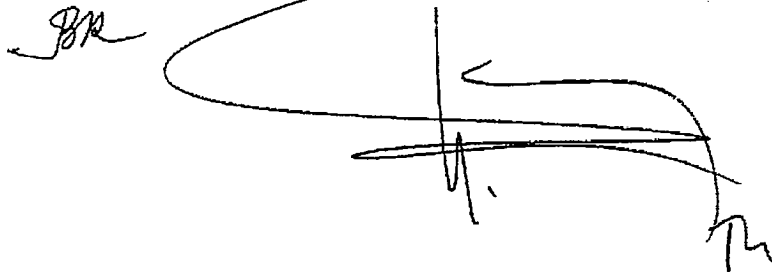
En outre, tout associé - par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé - peut obtenir la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Mode de convocation

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, par lettre recommandée. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une ~~très~~ ~~mineure~~ importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

A large, stylized handwritten signature or scribble, possibly reading 'BR' or 'M', is written across the bottom of the page, overlapping the text of the 'Mode de convocation' section.

Délai de convocation

Quinze jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé :

- le texte des résolutions proposées ;
- le rapport des gérants ;
- le cas échéant, celui des commissaires aux comptes.

Pendant ce délai, les mêmes documents sont tenus au siège social, à la disposition des associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

En cas de consultation écrite, ces mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle, doivent être adressés à chaque associé :

- les comptes annuels ;
- le cas échéant, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Représentation

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés.

Lorsque les parts sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associées sont représentées soit par leur représentant légal, soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

Procès-verbaux

Les procès-verbaux des assemblées doivent être établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes :

- les date et lieu de réunion ;
- les nom, prénom et qualité du président ;
- les nom et prénom des associés présents ou représentés avec indication du nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux ;
- les documents et rapports soumis à l'assemblée ;
- un résumé des débats ;
- le texte des résolutions mises aux voix ;
- le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

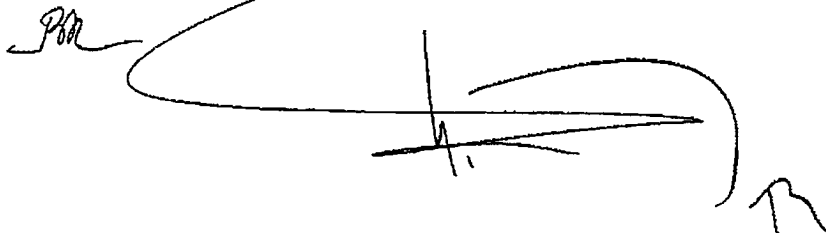
Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et le cas échéant par le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul gérant ou éventuellement par les liquidateurs.

ARTICLE 17 - DECISIONS ORDINAIRES

Compétence

Les décisions ordinaires ont pour objet :

- de donner à la gérance les autorisations nécessaires pour accomplir les actes excédant les pouvoirs qui lui sont conférés.
- de statuer sur les comptes d'un exercice et sur l'affectation et la répartition des bénéfices.
- d'examiner les conventions réglementées évoquées ci-dessus.
- de nommer et révoquer les gérants, le ou les Commissaires aux Comptes, tout liquidateur et contrôleur des comptes ;
- et d'une manière générale, de se prononcer sur toutes les questions qui ne comportent pas directement ou indirectement modification des statuts, examen de la situation de la société en cas



d'actif net social inférieur à la moitié du capital social, agrément des cessions ou transmissions de parts sociales dans les conditions évoquées à l'article 10 des statuts.

Majorité

Sous réserves d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue les associés, sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelque soit le nombre des votants. Les dispositions de cet alinéa sont inapplicables en cas de nomination ou de révocation d'un gérant.

ARTICLE 18 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Compétence

Les décisions collectives extraordinaires sont celles appelées à se prononcer sur toutes questions comportant directement ou indirectement modification des statuts, notamment la modification de la forme et la prorogation de la durée de la société, l'examen de la situation de la société en cas d'actif net social inférieur à la moitié du capital social, ainsi que l'agrément des cessions et/ou transmissions de parts sociales ou la dissolution anticipée.

Majorité

Sous réserve d'autres conditions définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société par actions simplifiée, en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves,
- par des associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 Euros, et en cas de révocation d'un gérant ;

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

TITRE 7 : COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 19 - ANNEE SOCIALE

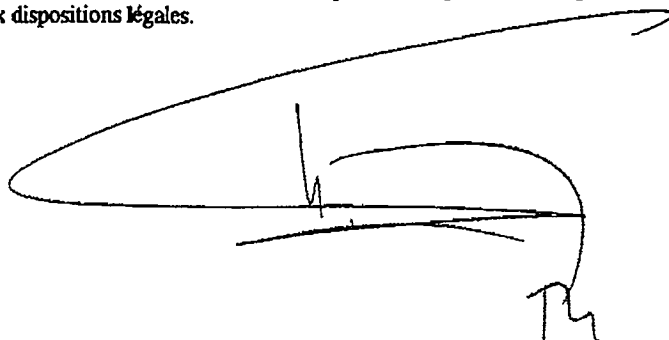
L'exercice social s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social portera sur la période allant de ce jour au 31 décembre 2011.

ARTICLE 20 - ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments d'actif et de passif existant à cette date et établit une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux dispositions légales.

pan

A large, stylized handwritten signature in black ink, followed by the initials 'TH' written below it.

ARTICLE 21 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés, gérants ou non, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales, les modalités de mise en paiement étant fixées par l'assemblée ou à défaut par la gérance.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau ou encore compensées directement avec les réserves existantes.

ARTICLE 22 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé a la faculté sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte courant les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées, par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumises ultérieurement à l'approbation des associés, conformément aux dispositions visées ci-dessus.

A défaut de fixation expresse des conditions d'intérêts et de remboursement, les sommes déposées seront productives d'un intérêt fixé au taux légal.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

TITRE 8 : DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 23 : DISSOLUTION

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance et, à son défaut, le commissaire aux comptes, s'il existe, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider, à la majorité exigée pour la modification des statuts, s'il y a lieu à la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenu, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée, conformément à la loi.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, comme encore si les obligations visées au deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été respectées, tout intéressé peut introduire devant le tribunal de commerce une action en dissolution de la société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

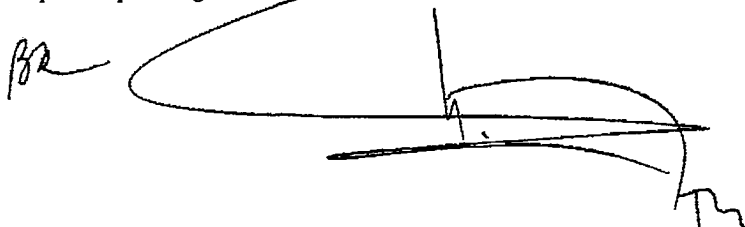
ARTICLE 24 - LIQUIDATION

Désignation des liquidateurs

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par les gérants alors en fonction.

En cas de décès, de refus de mandat, de démission ou d'empêchement ~~un ou plusieurs~~ liquidateurs sont désignés par l'assemblée des associés ~~statuant aux conditions visées à l'article L. 223-29 du Code de commerce ou, à défaut, par le président du tribunal compétent du siège social,~~ à la requête du plus diligent des intéressés.

BR



Opérations de liquidation

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions non contraires aux présents statuts, des articles L. 237-1 et suivants du Code de commerce et des articles 266 et suivants du décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation conformément aux dispositions de la loi.

TITRE 9 : CONTESTATIONS

ARTICLE 25 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

ARTICLE 25 - ARBITRAGE

Toutes contestations qui pourraient s'élever, pendant la durée de la société ou sa liquidation, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les associés ou entre les associés et la société, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties en litige désignera un arbitre ; les arbitres ainsi désignés en choisiront un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé, par une des parties ou un arbitre. L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer également à la voie d'appel conformément aux articles 1474 et 1482 du Nouveau Code de procédure civile.

TITRE 10 : PERSONNALITE MORALE ENGAGEMENTS - FORMALITES - REPRISE DES ENGAGEMENTS - FORMALITES - MANDAT - FRAIS DECLARATION - ELECTION DE DOMICILE

I - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation effectuée selon les prescriptions réglementaires au Registre du Commerce et des Sociétés.

Jusqu'à l'intervention de l'immatriculation, les relations entre associés seront régies par les dispositions de l'article 1842 du Code civil, c'est-à-dire par celles des présents statuts et par les principes du droit applicables aux contrats et obligations.

Les personnes qui agiront au nom de la Société en formation avant intervention de l'immatriculation seront tenues des obligations nées des actes ainsi accomplis, sans solidarité.

La Société, régulièrement immatriculée, peut reprendre les engagements souscrits, qui sont alors réputés avoir été dès l'origine contractés par elle.

II - En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, les associés comparants donnent mandat exprès à :

Monsieur Thierry MARQUER

Ici intervenant et qui accepte,

De réaliser immédiatement, pour le compte de la Société, les actes et engagements suivants jugés urgents dans l'intérêt social, savoir :

- ouvrir tous comptes bancaires ou postaux,



- négocier et obtenir toutes avances en compte-courant nécessaires pour le démarrage de la société
- acquérir tout matériel nécessaire au fonctionnement de la société, matériel de bureau, mobilier et autres ; négocier et obtenir tous financements nécessaires à ce sujet,
- souscrire toutes assurances, engager le personnel et faire en général le nécessaire pour un bon démarrage de la société.

Et notamment acquérir un fonds de commerce sis à LAMBALLE, d'enseignement sportif d'encadrement et d'organisation de toutes activités sportives et ludique, moyennant le prix principal de 65 000,00€ et emprunter à cet effet.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes et pièces, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer en tout ou en partie et généralement faire le nécessaire.

III - En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs,

Conformément à l'article 6, alinéa 3, du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, les actes et engagements seront repris par la société, par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et seront réputés avoir été contractés par elle dès l'origine.

Au cas où l'immatriculation de la Société n'interviendrait pas dans un délai expirant le 15 janvier 2011 lesdits actes seraient réputés accomplis pour et dans l'intérêt de chacun des associés, solidairement entre eux, vis à vis des tiers, mais dans la proportion de leurs droits dans le capital de la présente société.

IV - Conformément à l'article 6, alinéa 4, du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, tous les actes et engagements souscrits pour le compte de la société, autres que ceux énumérés ci-dessus, devront après immatriculation de la société être soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social.

Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

V - Tous pouvoirs sont donnés au gérant désigné ci-dessus, pour remplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer tous avis à insérer dans un journal d'annonces légales.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront pris en charge par la société.

DECLARATIONS DES PARTIES

Les personnes désignées ci-dessus sous le paragraphe "IDENTIFICATION DES ASSOCIES", déclarent, chacune en ce qui la concerne, par elle-même ou leur mandataire :

Avoir la pleine capacité d'aliéner ou de s'obliger;

Ne pas être en état de cessation de paiement et n'avoir fait l'objet d'aucune des mesures prévues par la loi numéro 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ou les articles L. 620-1 et suivants du Code de commerce.

DECLARATIONS FISCALES

Régime fiscal de la société

La présente société sera soumise à l'impôt sur les sociétés.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent acte et des formalités y afférentes, les comparants font élection de domicile en l'Etude du notaire soussigné jusqu'à l'immatriculation de la Société au Registre du

Commerce et des Sociétés, puis après immatriculation, les parties font élection de domicile au siège social de la Société.

DONT ACTE sur TREIZE (13) pages.

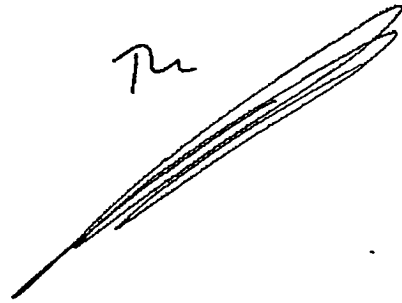
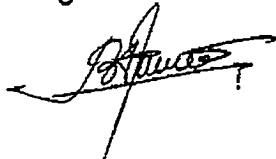
Fait et passé en l'étude du notaire soussigné.
A la date indiquée en tête des présentes.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Les parties approuvent :

- Renvois : 0
- Mots rayés nuls : 0
- Chiffres rayés nuls : 0
- Lignes entières rayées nulles : 0
- Barres tirées dans les blancs : 0

BR





BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST

ATTESTATION DE DEPOT POUR CONSTITUTION DE CAPITAL SOCIAL MINUTE

Nous soussignés **BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST**, société coopérative à capital variable, dont le Siège Social est à **RENNES (Ille et Vilaine) - 1 place de la Trinité**,
ATTESTONS,

qu'il a été déposé à son Agence de

RENNES OCTROI

le

01-Sep-10

par M

Thierry MARQUER

fondateur

A)

Au compte spécial bloqué n°

21021893059

ouvert au nom de la société en formation dénommée :

SARL PERFECTOSPORTS

au capital de :

7000.00 €

dont le Siège Social sera établi à

4 RUE DU LIEUTENANT COLONEL DUBOIS 35000 RENNES

la somme de

7000.00 €

représentant le partiel libérée

soit

100.00

% du capital social

B)

- Une liste, figurant ci-après, comportant les nom, prénom usuel et domicile des souscripteurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux.

La Banque Populaire de l'Ouest agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage

Fait à **RENNES**

le **01-Sep-2010**

Le Directeur d'Agence

BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST

42, rue de Fougères

35700 RENNES

Tél. 0 820 850 490 - Fax 0 2 99 49 49 30

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

NOM - PRENOM usuel des Souscripteurs	Montant des souscriptions	Montant des sommes libérées et versées ce jour	Versement effectué en
MARQUER Thierry	3500.00	3500.00	chèque
ROUE Bertrand	3500.00	3500.00	chèque

Référence CLT15007 - 01/2004

GRUPE BANQUE POPULAIRE

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable régie par les articles L 5122 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des lois relatives aux Banques Populaires et aux Etablissements de Crédit 549 200 400 RCS Rennes - code APE 5419Z FR 4954820040000014 - activité annexée : société de courtage d'assurance, immatriculée au registre des intermédiaires d'assurance sous le n° 07 003 380 - CCP Rennes 2-42 K - Adresse SWIFT : CCBPFRPP REN - Siège Social : 1, place de la Trinité CS 86434 - 35054 Rennes Cedex - Téléphone : 02 99 29 79 79. Télécopie : 02 99 29 78 85. Courriel : ouest@banquepopulaire.fr - Site : www.ouest.banquepopulaire.fr.



BANQUE POPULAIRE
DE L'OUEST
Siège Social : Rennes - R.C. Rennes B 549 200 400

REMISE DE CHÈQUES

Sous réserve
d'inventaire et
d'encaissement

Seul demandeur express du bénéficiaire, la banque ne fera dresser procès que lorsque le chèque sera librement endossable, présent et protestable dans les délais légaux d'un montant supérieur à 300 € et non revêtu d'une mention contraire telle que "sans procès". Le présent bonjour ne vaut pas reçu.

ÉMETTEUR	MONTANT	ÉMETTEUR	MONTANT
1 MARQUER	3500 00	6	
2 ROUE	3500 00	7	
3		8	
4		9	
		10	

Signature client

Date de remise
01-09-2010

1 12

211018189130159

1710101010

Bénéficiaire

SARL PERFECTOSPORTS

7866884 88888888888888

Crédit Mutuel de Bretagne

Payer. Lire ce chèque en euros non endossable
sauf au profit d'un établissement bancaire ou assimilé

Trois mille cinq

Cinq Euros

à l'ordre de PERFECTOSPORTS

16/06/10 Payable en France

M MARQUER THIERRY

N° Dpt. : 35
CCM CESSON SEVIGNE
Tél : 02 99 83 13 82
N° de chèque : 0538406

23 RUE DU ROQUET

35510 CESSON SEVIGNE

À LE 18/08/2010

00113 01102790340
chèque N°

(13)

0538406 035015589908 011310279010



CRÉDIT AGRICOLE
D'ILLE-ET-VILAINE

45, Boulevard de la Liberté - 35040 RENNES CEDEX

Payer contre ce chèque

Trois mille cinq cents Euros

Non endossable sauf au profit d'une banque ou d'un établissement assimilé

A PERFECTOSPORTS

12/03/09

Payable en France

MR ROUE BERTRAND

8 AVENUE DES MOHICANS

ENNES CLEMENCEAU
tél : 02.99.50.94.45

44500 LA BAULE

1° de compte

1449249000

N° du chèque 0000128

à rédiger
exclusivement
en euros



€ 3500 Euros

Fait à 18/08/2010

Le Roue

Signature

(34)

00000128 035013606908 001449249000

POUR EXPEDITION rédigée sur SEIZE (16) PAGES, en ce compris les annexes, et la mention de copie, délivrée et certifiée comme étant la reproduction exacte de l'original par Maître Jean Michel DARNON, notaire à RENNES, 14 rue de la Monnaie, et ne comportant ni autre renvoi approuvé, ni autre blanc, ligne, mot ou chiffre rayé, et le notaire soussigné approuve la mention sus énoncée.

